

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 24 août 1995, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'avancement au grade d'adjudant de gendarmerie", a donné le 13 décembre 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 24 augustus 1995 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de bevordering tot de graad van adjudant bij de rijkswacht", heeft op 13 december 1995 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET.PREAMBULE.Alinéa 1er.

Les mots "portant modification de certaines dispositions relatives à la gendarmerie et au statut de son personnel" doivent, conformément à l'usage, être omis.

Alinéa 2.

Pour définir plus précisément la base légale, il y a lieu de compléter l'alinéa comme suit : "... , notamment l'article 62;".

DISPOSITIF.CHAPITRE PREMIER.Article 1er.

Dans la mesure où il a pour objet de déterminer la date d'entrée en vigueur d'une disposition légale, cet article trouverait mieux sa place dans le dernier chapitre du projet consacré aux "Dispositions finales et transitoires".

Le chapitre premier, étant ainsi privé de tout objet, sera supprimé et cédera la place au chapitre II

.../...

devenant premier. La numérotation des chapitres subséquents sera adaptée en conséquence.

CHAPITRE II (devenant le CHAPITRE PREMIER).

Ce chapitre qui comprend l'article 2 (devenant l'article 1er) sera, compte tenu de la deuxième observation formulée à l'occasion de l'examen du chapitre VII du projet, complété par une disposition nouvelle reproduisant l'article 37 devenant l'article 2. L'intitulé du chapitre sera adapté en conséquence. Le texte suivant est proposé :

"CHAPITRE PREMIER. - Dispositions générales".

Article 2 (devenant l'article 1er).

La disposition en projet serait mieux rédigée comme suit :

"Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- 1° "les épreuves" : les épreuves visées à l'article 21;
- 2° "la commission d'évaluation" : la commission instaurée par l'article 29;
- 3° "jours ouvrables" : les jours autres que les samedis, les dimanches, les jours fériés et les jours où le service est réglé comme un dimanche;

.../...

- 4° "le directeur supérieur" : le directeur supérieur du personnel de la gendarmerie;
- 5° "candidat" : le sous-officier d'élite dont le nom figure sur la liste définitive visée à l'article 6."

CHAPITRE III (devenant le CHAPITRE II).

L'intitulé de chacune des sections dont se compose le chapitre serait mieux formulé en ces termes :

"Section première. - Des conditions de participation",
"Section II. (et non section 2). - De l'établissement de la liste des candidats",
"Section III. (et non section 3) - De l'appréciation de la manière de servir et de l'aptitude à exercer l'emploi de sous-officier supérieur".

Article 3.

Les mots "de la section 3 du présent chapitre." doivent être remplacés par les mots "de la section III."

.../...

Article 4.Alinéa 1er.

La liste des candidats visée à cet alinéa revêt, à la différence de celle visée à l'article 6 du projet, un caractère provisoire. L'emploi de la formule "la liste des candidats" est dès lors inapproprié au regard de la définition que l'article 2, 5° du projet donne du concept même de "candidat".

La rédaction de la première phrase de l'alinéa doit être revue en conséquence. Le texte suivant est proposé :

"En respectant leur ancienneté, le directeur supérieur établit la liste des sous-officiers d'élite qui n'ont pas encore été candidats.".

La référence à l'article 34 du projet, contenue dans la deuxième phrase de l'alinéa, doit, compte tenu de la remarque finale formulée à l'occasion de l'examen de l'alinéa 1er de cette même disposition, être remplacée par la référence à l'article 32, § 3.

Alinéa 2.

Il y a lieu de remplacer le mot "communication" par les mots "publication de la liste".

.../...

Article 5.Alinéa 1er.

Mieux vaudrait, à la fin de l'alinéa, remplacer le mot "repris" par le mot "mentionné".

Alinéa 2.

A la première phrase, il est préférable d'écrire :

"Le directeur supérieur statue sur la demande et inscrit, s'il échet, l'intéressé sur la liste visée à l'alinéa 1er".

Cette formulation a l'avantage d'indiquer que le directeur supérieur statue tant sur la recevabilité que sur le fond de la demande.

Quant à la seconde phrase du même alinéa, elle serait mieux rédigée comme suit :

"Il donne connaissance de sa décision au sous-officier d'élite , qui la vise".

La suppression, dans cette seconde phrase, du mot "motivée" se justifie par le fait qu'il est superflu de mentionner une obligation de motivation dès lors qu'elle n'est pas plus contraignante que celle qui résulte de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

.../...

Cette observation vaut également pour les articles 15, alinéa 2, 32, § 2, alinéa 2, et 33, § 2, alinéas 2 et 4.

Article 6.

Mieux vaudrait, de l'accord de l'officier délégué, rédiger le début de l'article comme suit :

"Art. 6. Au terme du délai de recours visé à l'article 4, alinéa 2, ou le cas échéant, dès la notification de la dernière décision rendue sur recours en application de l'article 5, alinéa 2 ... (la suite comme au projet)".

Le mot "déterminées" doit, par ailleurs, être remplacé par le mot "visées".

La même remarque vaut en ce qui concerne les articles 7 et 9, § 3, alinéa 4, les articles 16, 17, 28, § 2, alinéa 3 et l'article 32, § 1er, alinéa 2.

Article 8.

La rédaction de l'alinéa 1er, 2^o doit être revue de manière à prendre en compte l'éventualité visée par la deuxième phrase de l'article 9, § 1er, alinéa 1er, et à se conformer à l'observation formulée à l'occasion de l'examen de l'article 9, § 2, alinéa 2. Le texte suivant est proposé :

.../...

"2° l'avis motivé du ou des commandants d'unité visés à l'article 9, § 1er, le ou les recours introduits contre cet ou ces avis et les suites auxquelles il a ou ils ont donné lieu ainsi que, le cas échéant, l'avis motivé complémentaire du chef de corps visé à l'article 9, § 2;"

Article 9.

Paragraphe 1er.

1. A l'alinéa 1er, les mots "doit recueillir" et les mots "l'avis" doivent respectivement être remplacés par le mot "recueille" et les mots "l'avis motivé".

2. L'alinéa 2, refléterait plus justement la double éventualité envisagée par l'alinéa 1er de la disposition en projet s'il était rédigé comme suit :

"Le commandant d'unité notifie l'avis ou les avis au candidat qui le ou les vise."

3. La rédaction des alinéas 3 et 4 ne permet pas d'identifier avec toute la clarté et la précision voulues l'autorité de gendarmerie habilitée à se prononcer sur recours en matière d'avis visés à l'alinéa 2 de la disposition en projet.

.../...

Tels qu'ils sont formulés, les alinéas considérés donnent, en effet, à penser qu'il appartient au seul commandant d'unité actuel d'un candidat déterminé de connaître non seulement du recours qui serait mis en oeuvre contre l'avis émanant de sa propre personne mais aussi, le cas échéant, du recours qui serait exercé à l'encontre de l'avis formulé par le commandant d'unité précédent de ce même candidat.

Interrogé à ce propos, l'officier délégué a précisé qu'en l'hypothèse envisagée, il reviendra aux commandants d'unité actuel et précédent du candidat de connaître, chacun pour ce qui le concerne, du recours qui aurait été introduit à l'encontre de l'avis dont ils sont respectivement l'auteur.

La rédaction des alinéas devra être revue en conséquence de manière à faire clairement apparaître, sans équivoque possible, les attributions respectives de chaque commandant d'unité en la matière.

Paragraphe 2.

1. L'alinéa 1er doit, pour se conformer à l'éventualité visée par la deuxième phrase de l'article 9, § 1er, alinéa 1er du projet et pour prendre en compte les alinéas 3 et 4 de cette même disposition être rédigé comme suit :

"Le chef de corps vise l'avis ou les avis ou, le cas échéant, l'avis adapté ou les avis adaptés du ou des commandants d'unité visés à l'alinéa 1er du § 1er".

.../...

2. L'avis complémentaire que le chef de corps est autorisé à émettre en vertu de l'alinéa 2 ne doit pas, à la différence des avis des commandants d'unité visés à l'article 9, § 1er, alinéa 1er du projet, être motivé. L'on n'aperçoit pas les raisons objectives susceptibles de justifier une telle différence. Les mots "avis complémentaire" seront, de l'accord de l'officier délégué, remplacés par les mots "avis complémentaire motivé".

3. A l'alinéa 3, les mots "l'avis complémentaire" doivent être remplacés par les mots "cet avis complémentaire". De plus, le mot "via" doit être remplacé par les mots "par la voie de".

Les alinéas 4 et 5 seraient mieux rédigés comme suit :

"Le chef de corps informe le candidat de la suite qui a été réservée à son recours et l'invite, s'il y a lieu, à viser son avis adapté.

Il transmet au président de la commission d'évaluation les pièces visées au § 1er, alinéa 4 et, le cas échéant, son avis complémentaire motivé, le recours dont cet avis aurait fait l'objet ainsi que son avis éventuellement adapté".

.../...

Paragraphe 3.

1. A l'alinéa 1er, mieux vaudrait rédiger le 3º comme suit :

"3º la capacité de progresser du candidat.".

2. La délégation que comporte l'alinéa 2 n'est pas admissible au regard de l'article 50 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, dans la mesure où le pouvoir qu'elle confère au commandant de la gendarmerie ne porte pas sur des mesures accessoires ou de détail.

La même observation vaut pour l'article 13, alinéa 3, dans la mesure où le pouvoir conféré au commandant de la gendarmerie inclurait celui de fixer le délai de comparution du candidat. Elle s'applique également à l'article 19, première phrase, en tant que celle-ci donne au même commandant le pouvoir de déterminer les modalités de la période d'étude.

3. Le début de l'alinéa 3 doit être rédigé comme suit :

"Les avis mentionnent ... (la suite comme au projet)".

De plus, les tirets doivent être remplacés par une subdivision en 1º, 2º, etc.

.../...

4. A l'alinéa 4, les mots "L'avis formule" doivent être remplacés par les mots "Ils formulent".

L'auteur du projet serait, du reste, bien inspiré de compléter le paragraphe par un nouvel alinéa portant interdiction aux commandants d'unité et au chef de corps visés aux paragraphes 1er et 2 de la disposition en projet d'émettre un avis à l'égard de tout candidat avec lequel ils présenteraient un lien de parenté ou d'alliance d'un degré déterminé.

Article 10.

Les mots "reprenant, pour chaque candidat, le commandant d'unité et le chef de corps, déterminés à l'article 9" et le mot "déterminé" doivent respectivement être remplacés par les mots "identifiant, pour chaque candidat, le ou les commandants d'unité et le chef de corps visés à l'article 9, §§ 1er et 2" et le mot "visé".

Article 11.

Il y a lieu d'écrire à la fin de l'alinéa 3 "visée à l'alinéa 2" et non "visée à l'alinéa deux".

.../...

Article 12.Alinéa 1er.

Les mots "les commandants d'unité et les chefs de corps, visés à l'article 9," doivent être remplacés par les mots "les commandants d'unité et le chef de corps visés à l'article 9, §§ 1er et 2".

Alinéa 2.

Les mots "de la personne entendue" seraient plus justement remplacés par les mots "des personnes entendues".

Alinéa 3.

Il convient de remplacer les mots "le procès-verbal précité" par les mots "ce procès-verbal".

Alinéa 4.

Il y a lieu d'écrire à la fin de l'alinéa "visée à l'alinéa 3" plutôt que "visée à l'alinéa trois".

Article 13.

A l'alinéa 1er, il y a également lieu de prévoir la possibilité pour le candidat d'être assisté par un avocat.

Par ailleurs, dans le texte néerlandais, les mots "syndicale organisatie" doivent être remplacés par le mot "vakorganisatie".

Article 15.

Cet article qui a pour objet de déterminer les modalités de fonctionnement de la commission d'évaluation laisse certaines questions sans réponse. Ainsi la disposition en projet omet-elle de préciser le quorum de présence nécessaire pour que la commission puisse valablement siéger. Elle ne précise pas davantage le sort qu'il y a lieu de réserver aux délibérations dans l'hypothèse d'un partage des voix (1).

Il importe que l'auteur du projet précise ses intentions en la matière et complète la disposition en projet sur ces différents points. L'auteur du projet veillera, à cette occasion, à remplacer les mots "à la majorité de voix" figurant à l'alinéa 2 par les mots "à la majorité des voix".

(1) La commission d'évaluation étant, comme le prévoit l'article 29 du projet, composée de 6 membres, la survenance de cette hypothèse est loin de revêtir un caractère purement théorique.

Article 16.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 16. Le candidat qui ne satisfait pas aux conditions prévues à l'article 3, est réinscrit d'office sur la première liste, visée à l'article 4, alinéa 1er, qui est établie trois ans après sa précédente inscription".

L'article 27, alinéa 3, sera rédigé sur le même modèle.

Article 18.

Le texte néerlandais doit être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

CHAPITRE IV (devenant le CHAPITRE III).

L'intitulé de ce chapitre en refléterait plus exactement le contenu s'il était rédigé comme suit : "Du programme et de l'organisation des épreuves et de l'octroi des brevets".

.../...

Article 21.Alinéa 1er.

Dans le texte français de la première phrase de l'alinéa, il y a lieu d'écrire "se rapportent" et non "se rapportant".

Mieux vaudrait, par ailleurs, pour améliorer la clarté du texte, compléter la deuxième phrase de l'alinéa par les mots "visée à l'article 20, alinéa 1er". Les mots "au candidats" figurant dans la même phrase seront remplacés par les mots "aux candidats".

Alinéa 2.

Mieux vaudrait, de l'accord de l'officier délégué, remplacer l'alinéa par les deux alinéas suivants :

"Les épreuves visées à l'alinéa 1er ont pour but d'établir de manière définitive si le candidat est apte à exercer un emploi de sous-officier supérieur de gendarmerie. Elles tendent à apprécier les capacités suivantes du candidat :

- 1° le bon sens;
- 2° le réalisme;
- 3° la capacité d'analyse, de synthèse et de raisonnement;
- 4° la capacité d'argumenter et de convaincre;
- 5° la capacité d'expression.

.../...

Elles sont organisées conformément aux modalités fixées par le commandant de la gendarmerie".

Article 22.

En matière de jury, il est de principe que les décisions sont prises de manière collégiale. Le système instauré par l'article examiné va à l'encontre de ce principe, en ce que les président et vice-président ne participent pas à la votation, mais se voient reconnaître le pouvoir de corriger, à eux seuls, la délibération du jury dans les cas prévus au paragraphe 3, en ayant le pouvoir de modifier, dans certains cas, le résultat des candidats se trouvant dans ces conditions en leur attribuant leur note définitive.

Il convient de restituer au jury l'ensemble de ses prérogatives, ce qui inclut le pouvoir d'examiner de manière collégiale avec une particulière attention le cas des candidats se trouvant dans les conditions prévues au paragraphe 3 précité. En cas de partage des voix, il devrait être prévu que le président a une voix prépondérante.

En vertu du même principe collégial, c'est au jury et non au seul président d'apprécier s'il y a eu ou non fraude et d'en tirer les conséquences.

.../...

Article 24.

Tel qu'est rédigé l'alinéa 3, le texte donne à penser que la durée de l'épreuve et que la faculté d'accès à une documentation varient selon les différents candidats, ce qui créerait entre eux une discrimination inadmissible.

Le texte doit être revu en conséquence. Les mots "le candidat dispose" et "le candidat peut consulter" seront, à cet effet, remplacés par les mots "les candidats disposent" et "les candidats peuvent consulter".

Article 27.Alinéa 1er.

Le mot "examens" doit, pour se conformer à la terminologie employée à l'article 21 du projet, être remplacé par le mot "épreuves". Les mots "visés" et "organisés" seront, par voie de conséquence, remplacés par les mots "visées" et "organisées".

Il y a lieu, par ailleurs, de remplacer les mots "qui a été établie" par les mots "qui est établie".

Les mêmes remarques valent en ce qui concerne l'article 34, alinéa 2.

Par ailleurs, le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandais du présent avis.

.../...

Alinéa 2.

Cet alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Le candidat est d'office admis à la période d'étude qui précède les épreuves visées à l'alinéa 1er. Les articles 18 et 19 lui sont d'application."

Article 28.

Dans l'article examiné, plutôt que de parler de "candidat ayant réussi (les épreuves)", d'"intéressé" ou encore de "candidat", mieux vaut utiliser le terme "lauréat".

Paragraphe 2.

1. A l'alinéa 1er, le mot "susvisé" doit être remplacé par les mots "visé au § 1er".

2. A l'alinéa 2, les mots "rédigé conformément à l'article 9, § 1er et § 3 du présent arrêté" seront, de l'accord de l'officier délégué, remplacés par les mots "auquel s'appliquent les dispositions de l'article 9, §§ 1er et 3".

.../...

3. L'alinéa 4 serait, comme en a convenu l'officier délégué, mieux rédigé comme suit :

"Le lauréat dont le directeur supérieur refuse le renouvellement du brevet est inscrit sur la prochaine liste visée à l'article 4, alinéa 1er et fait l'objet d'un nouvel examen des conditions de participation visées à l'article 3. Cet examen s'opère conformément aux dispositions de la section III du chapitre II, l'avis du commandant d'unité émis en vertu de l'alinéa 2 du présent paragraphe tenant toutefois lieu de l'avis motivé du ou des commandants d'unité visés à l'article 8, 2^o et 9, § 1er. S'il satisfait aux conditions de participation visées à l'article 3, le lauréat ... (la suite comme au projet)".

Article 29.

Paragraphe 1er.

Le paragraphe 1er est inutile et doit être omis.

Paragraphe 2 (devenant le paragraphe 1er).

L'alinéa 1er, qui a pour objet de déterminer la composition de la commission d'évaluation, laisse certaines questions sans réponse. Ainsi omet-il de définir les attributions propres du vice-président de la commission et de spécifier la durée du mandat de chacun des membres qui la composent. Il n'indique pas davantage le régime linguistique auquel les secrétaires de la commission d'évaluation doivent appartenir.

.../...

Il conviendrait que l'auteur du projet précise ses intentions en la matière et complète l'alinéa sur ces différents points.

A la fin du 1^o, les mots "de la langue néerlandaise et française;" seront plus justement remplacés par les mots "des langues néerlandaise et française;".

De plus, dans le texte français des 2^o et 3^o, il convient d'écrire "régime linguistique néerlandais".

Article 30.

L'auteur du projet serait bien inspiré de compléter la disposition en projet de manière à offrir également au lauréat visé à l'article 28, §2, alinéa 4, la faculté de récusation dont bénéficient les candidats.

Le texte devra être revu en conséquence.

CHAPITRE VI (devenant le CHAPITRE V).

L'intitulé du chapitre rendrait mieux compte du contenu global de ce dernier s'il était rédigé comme suit :

"De la renonciation, de l'ajournement et de la prolongation de la période d'étude".

.../...

Article 31.

1. A l'alinéa 1er, il y a lieu de remplacer le mot "communication" par le mot "publication" et, à la fin de la première phrase de cet alinéa, il serait préférable d'écrire : "... décider de ne pas participer à la procédure d'avancement en cours au grade d'adjudant".

2. Quant à l'alinéa 2, mieux vaut le rédiger comme suit :

"La renonciation visée à l'alinéa 1er est inconditionnelle et irrévocable".

Article 32.Paragraphe 1er.

1. A l'alinéa 1er, le mot "déterminé" sera remplacé par le mot "visé".

2. Le lien entre l'alinéa 2 et l'alinéa 1er n'apparaît pas clairement. Si l'intention de l'auteur est de prévoir que la commission d'évaluation peut décider de surseoir à l'examen de la demande visée à l'alinéa 1er, lorsqu'elle estime que les données dont elle dispose ne lui permettent pas de se prononcer, la disposition est inutile. Si, par contre, l'idée est qu'en cas de doute sur le sérieux du motif invoqué, le sursis demandé doit être accordé, l'alinéa 2, tel qu'il est rédigé, ne l'exprime pas correcte-

.../...

ment. En tous cas, la disposition devra être fondamentalement revue.

Article 33.

Paragraphe 1er.

Il y a lieu de remplacer les mots "pour raisons, mentionnées à l'article 32, § 1er" par les mots "pour l'une des raisons mentionnées à l'article 32, § 1er, alinéa 1er".

Paragraphe 2.

1. Les alinéas 1er et 2 pourraient, eu égard au contenu de l'article 37 du projet et de l'accord de l'officier délégué, être plus simplement rédigés comme suit :

"§ 2. Le candidat adresse sa demande motivée au président de la commission d'évaluation par la voie du commandant d'unité.

Ce dernier émet sur la demande du candidat un avis motivé."

A l'alinéa 3, les mots "en cas d'avis défavorable" sont superflus et doivent, en conséquence, être omis. De plus, il y a lieu d'ajouter, in fine, les mots "... auprès de la commission d'évaluation".

.../...

Article 34.Alinéa 1er.

Les mots "Le sous-officier d'élite" doivent, de l'accord de l'officier délégué, être remplacés par les mots "Le candidat".

Mieux vaudrait, par ailleurs, remplacer les mots "établie après que la décision de la commission d'évaluation concernant l'ajournement soit connue" par les mots "qui est établie après que la décision de la commission d'évaluation lui a été notifiée".

L'alinéa trouverait, du reste, mieux sa place, compte tenu de son objet, dans l'article 32 du projet dont il formerait un paragraphe 3 nouveau. Les mots "conformément à l'article 32" que comporte l'alinéa considéré seront, en conséquence, remplacés par les mots "en application du § 2".

Article 35.

Encore que l'officier délégué ait admis que les mots "Sans préjudice des dispositions de l'article 54, § 2, de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie", pourraient être omis comme superflus, le Conseil d'Etat, section de législation, s'est interrogé sur l'applicabilité du 4^o de ce paragraphe en cas d'ajournement octroyé conformément à

.../...

l'article 32 de l'arrêté en projet ou en cas de prolongement de la période d'étude conformément à l'article 33.

Si ce texte légal est applicable et peut conduire à un avancement avec effet rétroactif, il convient de le préciser dans la disposition examinée et d'écrire "Sous réserve de l'article 54, § 2, 4^o, de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, ...".

CHAPITRE VII.

Ce chapitre qui ne comporte que deux articles pourrait, compte tenu de l'objet même de ces dispositions, être supprimé :

- 1^o l'article 36 pourrait, en effet, être utilement incorporé à l'article 29 du projet dont il formerait un paragraphe 4 nouveau ;
- 2^o l'article 37 trouverait, pour sa part, mieux sa place dans le chapitre II (devenant premier) du projet sous la forme d'un article 2 nouveau.

.../...

CHAPITRE VIII (devenant le CHAPITRE VI).Article 38 (devenant l'article 36).

A la fin du 1°, il y a lieu de corriger l'erreur matérielle et d'écrire "... modifié par l'arrêté royal du 2 mai 1984;".

Article 40 (devenant l'article 39).

Selon les explications fournies par l'officier délégué, il n'entre pas dans les intentions de l'auteur du projet de conférer à l'arrêté considéré un effet rétroactif. Les mots "produit ses effets" seront, par conséquent, remplacés par les mots "entre en vigueur".

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.AANHEF.Eerste lid.

De woorden "tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rijkswacht en het statuut van haar personeel" dienen, overeenkomstig het gebruik, te vervallen.

Tweede lid.

Om de rechtsgrond nauwkeuriger te bepalen, dient dit lid als volgt te worden aangevuld : "..., inzonderheid op artikel 62;".

BEPALEND GEDEELTE.HOOFDSTUK I.Artikel 1.

In zoverre dit artikel ertoe strekt de datum van inwerkingtreding van een wetsbepaling vast te stellen, zou dit artikel beter op zijn plaats zijn in het laatste hoofdstuk van het ontwerp dat aan de "Slot- en overgangsbepalingen" is gewijd.

.../...

Het aldus volkomen doelloos geworden hoofdstuk I dient dan ook te vervallen, zodat hoofdstuk II, hoofdstuk I wordt. De nummering van de daaropvolgende hoofdstukken behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

HOOFDSTUK II (dat HOOFDSTUK I wordt).

Dit hoofdstuk, dat bestaat uit artikel 2 (dat artikel 1 wordt), behoort, gelet op de tweede opmerking die geformuleerd wordt naar aanleiding van het onderzoek van hoofdstuk VII van het ontwerp, te worden aangevuld met een nieuwe bepaling die artikel 37 overneemt en artikel 2 wordt. Het opschrift van het hoofdstuk behoort dienovereenkomstig te worden aangepast. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"HOOFDSTUK I. - Algemene bepalingen".

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

De ontworpen bepaling zou beter als volgt worden gesteld :

"Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- 1° "de examens" : de examens bedoeld in artikel 21;
- 2° "de evaluatiecommissie" : de commissie ingesteld bij artikel 29;

.../...

- 3° "werkdagen" : de andere dagen dan de zaterdagen, de zondagen, de feestdagen en de dagen waarop de dienst geregeld is als op een zondag;
- 4° "de hoofddirecteur" : de hoofddirecteur van het personeel van de rijkswacht;
- 5° "kandidaat" : de keuronderofficier wiens naam voorkomt op de definitieve lijst bedoeld in artikel 6".

HOOFDSTUK III (dat HOOFDSTUK II wordt).

Het opschrift van alle afdelingen waaruit dit hoofdstuk bestaat, zou beter als volgt worden gesteld :

"Afdeling I. - Deelnemingsvereisten",
"Afdeling II. - Aanleg van de lijst van de kandidaten",
"Afdeling III. - Beoordeling van de wijze van dienen en van de geschiktheid om het ambt van hoofdonderofficier uit te oefenen".

Artikel 3.

De woorden "van afdeling 3 van dit hoofdstuk." dienen te worden vervangen door de woorden "van afdeling III".

.../...

Artikel 4.Eerste lid.

In tegenstelling tot de lijst bedoeld in artikel 6 van het ontwerp, is de in het eerste lid bedoelde kandidatenlijst voorlopig. Het gebruik van de formule "de lijst der kandidaten" is dan ook niet geschikt in het licht van de definitie die in artikel 2, 5°, van het ontwerp wordt gegeven van het begrip "kandidaat" zelf.

De bewoordingen van de eerste zin van het lid behoren dienovereenkomstig te worden herzien. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De hoofddirecteur legt, met inachtneming van hun anciënniteit, een lijst aan van de keuronderofficieren die nog geen kandidaat zijn geweest."

De verwijzing naar artikel 34 van het ontwerp, die voorkomt in de tweede zin van het lid, moet, gelet op de slotopmerking die naar aanleiding van het onderzoek van het eerste lid van diezelfde bepaling geformuleerd wordt, vervangen worden door een verwijzing naar artikel 32, § 3.

Tweede lid.

Tussen de woorden "de bekendmaking" en de woorden "en deze datum" dienen de woorden "van de lijst" te worden ingevoegd.

.../...

Artikel 5.Eerste lid.

Het verdient aanbeveling achteraan het lid te schrijven : "... aanvraag in om erin te worden opgenomen".

Tweede lid.

Het verdient aanbeveling in de eerste zin te schrijven :

"De hoofddirecteur doet uitspraak over de aanvraag en schrijft de betrokkene in voorkomend geval in op de lijst bedoeld in het eerste lid".

Deze formulering biedt het voordeel dat ze aangeeft dat de hoofddirecteur zowel over de ontvankelijkheid van de aanvraag als over de aanvraag zelf uitspraak doet.

De tweede zin van dit lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Hij geeft van zijn beslissing kennis aan de keuronderofficier, die ze viseert".

De reden van de weglating van de uitdrukking "met redenen omklede" in deze tweede zin, is dat het onnodig is een verplichting tot motivering te vermelden als deze niet dwingender is dan die welke voortvloeit uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

.../...

Deze opmerking geldt tevens voor de artikelen 15, tweede lid, 32, § 2, tweede lid, en 33, § 2, tweede en vierde lid.

Artikel 6.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat het begin van dit artikel beter als volgt zou worden gesteld :

"Art. 6. Zodra de bezwaartermijn bedoeld in artikel 4, tweede lid, verstreken is of, in voorkomend geval, zodra van de laatste beslissing over het bezwaar met toepassing van artikel 5, tweede lid, kennis is gegeven, ... (voorts als in het ontwerp)".

Voorts behoren de woorden "de bij artikel ... bepaalde" te worden vervangen door de woorden "de in artikel ... bedoelde".

Deze opmerking geldt tevens voor de artikelen 7 en 9, § 3, vierde lid, de artikelen 16, 17, 28, § 2, derde lid, en artikel 32, § 1, tweede lid.

Artikel 8.

De redactie van het eerste lid, 2°, behoort aldus te worden herzien dat rekening wordt gehouden met de mogelijkheid waarvan sprake is in de tweede zin van artikel 9, § 1, eerste lid, en gevolg wordt gegeven aan de

.../...

opmerking geformuleerd naar aanleiding van het onderzoek van artikel 9, § 2, tweede lid. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"2° het met redenen omklede advies van de eenheidscommandant, de met redenen omklede adviezen van de eenheidscommandanten, bedoeld in artikel 9, § 1, daartegen ingediende bezwaarschriften en het gevolg dat daaraan gegeven is, alsook, in voorkomend geval, het met redenen omklede aanvullende advies van de korpscommandant, bedoeld in artikel 9, § 2;"

Artikel 9.

Paragraaf 1.

1. In het eerste lid behoren de woorden "moet ... inwinnen" en de woorden "het advies" respectievelijk te worden vervangen door de woorden "wint ... in" en de woorden "het met redenen omklede advies".

2. Het tweede lid zou de twee mogelijke gevallen waarin door het eerste lid van de ontworpen bepaling is voorzien, beter weergeven in de volgende lezing :

"De eenheidscommandant brengt het advies of de adviezen ter kennis van de kandidaat, die er zijn visum op plaatst."

.../...

3. Door de manier waarop het derde en het vierde lid gesteld zijn, is het niet mogelijk om met de vereiste duidelijkheid en nauwkeurigheid vast te stellen welke rijkswachtoverheid gemachtigd is om uitspraak te doen over bezwaarschriften inzake de adviezen bedoeld in het tweede lid van de ontworpen bepaling.

Zoals de onderzochte leden gesteld zijn, wekken zij immers de indruk dat het alleen aan de huidige eenheidscommandant van een bepaald kandidaat staat om kennis te nemen van niet alleen het bezwaarschrift dat wordt ingebracht tegen het advies dat van zijn eigen persoon uitgaat maar, tevens, in voorkomend geval, van het bezwaarschrift dat wordt ingebracht tegen het door de vorige eenheidscommandant van diezelfde kandidaat uitgebrachte advies.

Toen aan de gemachtigde officier daarover vragen zijn gesteld, heeft deze gepreciseerd dat het in dat geval aan de huidige en de vorige eenheidscommandant staat om, elk wat hem betreft, kennis te nemen van het bezwaarschrift ingediend tegen het advies waarvan hij de auteur is.

De redactie van de leden behoort dienovereenkomstig te worden herzien om duidelijk en ondubbelzinnig tot uiting te brengen welke de respectieve bevoegdheden van elke eenheidscommandant ter zake zijn.

.../...

Paragraaf 2.

1. Het eerste lid behoort, ten einde rekening te houden met de mogelijkheid waarin de tweede zin van artikel 9, § 1, eerste lid, van het ontwerp voorziet en om het derde en het vierde lid van diezelfde bepaling in aanmerking te nemen, als volgt te worden geredigeerd :

"De korpscommandant viseert het advies of de adviezen of, in voorkomend geval, het aangepaste advies van de eenheidscommandant of de aangepaste adviezen van de eenheidscommandanten, bedoeld in het eerste lid van § 1".

2. Het aanvullende advies dat de korpscommandant krachtens het tweede lid kan uitbrengen, dient, in tegenstelling tot de adviezen van de eenheidscommandanten bedoeld in artikel 9, § 1, eerste lid van het ontwerp, niet met redenen omkleed te zijn. De objectieve redenen voor zulk een onderscheid zijn niet duidelijk. De gemachtigde officier is het ermee eens dat de woorden "aanvullend advies" behoren te worden vervangen door de woorden "het met redenen omklede aanvullende advies".

3. In het derde lid dienen de woorden "het aanvullend advies" te worden vervangen door de woorden "dat aanvullende advies". Bovendien vervange men het woord "via" door de woorden "door toedoen van".

.../...

Het vierde en het vijfde lid zouden beter als volgt worden gesteld :

"De korpscommandant deelt de kandidaat het gevolg mee dat aan zijn bezwaarschrift is gegeven en verzoekt hem, in voorkomend geval, zijn aangepaste advies te viseren.

Hij zendt aan de voorzitter van de evaluatie-commissie de stukken bedoeld in § 1, vierde lid, en, in voorkomend geval, zijn met redenen omklede aanvullende advies, het bezwaarschrift dat daartegen is binnengebracht, alsook zijn eventueel aangepaste advies".

Paragraaf 3.

1. Het verdient aanbeveling in het eerste lid onderdeel 3º als volgt te stellen :

"3º het vermogen van de kandidaat om vooruitgang te boeken.".

2. De opdracht van bevoegdheid die vervat zit in het tweede lid is onaanvaardbaar in het licht van artikel 50 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, in zoverre de bevoegdheid die daarbij aan de rijkswacht-commandant wordt opgedragen geen betrekking heeft op bijkomstige maatregelen of detailkwesties.

.../...

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 13, derde lid, in zoverre de aan de rijkswachtcommandant opgedragen bevoegdheid ook zou inhouden dat hij de termijn binnen welke de kandidaat behoort te verschijnen, kan vaststellen. Deze opmerking is voorts ook van toepassing op artikel 19, eerste zin, voor zover daarbij aan diezelfde commandant de bevoegdheid wordt verleend om de nadere regels voor de studieperiode vast te leggen.

3. Het begin van het derde lid behoort als volgt te worden gesteld :

"De adviezen vermelden ... (voorts als in het ontwerp)".

Bovendien behoren de streepjes te worden vervangen door een onderverdeling in 1^o, 2^o, enz.

4. In het vierde lid behoren de woorden "Het advies formuleert" te worden vervangen door de woorden "Zij bevatten".

De steller van het ontwerp zou er overigens goed aan doen de paragraaf aan te vullen met een nieuw lid waarbij aan de eenheidscommandanten en aan de korpscommandant bedoeld in de paragrafen 1 en 2 van de ontworpen bepaling het verbod wordt opgelegd een advies uit te brengen over elke kandidaat met wie ze een bloed- of aanverwantschap van een bepaalde graad vertonen.

.../...

Artikel 10.

De woorden "waarin voor elke kandidaat de bij artikel 9 bepaalde eenheidscommandant en korpscommandant worden opgenomen" en het woord "bepaalde" dienen respectievelijk te worden vervangen door de woorden "waarin voor elke kandidaat de in artikel 9, §§ 1 en 2, bedoelde eenheidscommandant of eenheidscommandanten en korpscommandant worden aangegeven" en het woord "bedoelde".

Artikel 11.

In de Franse tekst van het derde lid schrijve men "visée à l'alinéa 2" en niet "visée à l'alinéa deux".

Artikel 12.Eerste lid.

De woorden "de in artikel 9 bedoelde eenheids- en korpscommandanten" dienen te worden vervangen door de woorden "de eenheids- en korpscommandanten, bedoeld in artikel 9, §§ 1 en 2,".

Tweede lid.

Het verdient aanbeveling het woord "gehoorde" te vervangen door de woorden "gehoorde personen".

.../...

Derde lid.

De woorden "voornoemd proces-verbaal" behoren te worden vervangen door de woorden "dat proces-verbaal".

Vierde lid.

In de Franse tekst schrijf men achteraan het lid "visée à l'alinéa 3" in plaats van "visée à l'alinéa trois".

Artikel 13.

In het eerste lid dient de kandidaat ook de mogelijkheid te worden geboden zich door een advocaat te laten bijstaan.

Bovendien moeten de woorden "syndicale organisatie" worden vervangen door het woord "vakorganisatie".

Artikel 15.

Dit artikel, dat ertoe strekt de nadere regels voor de werking van de evaluatiecommissie vast te stellen, laat bepaalde vragen onbeantwoord. Zo verzuimt de ontworpen bepaling aan te geven welk aanwezigheidsquorum vereist is opdat de commissie geldig zitting kan houden. Zij preciseert

.../...

evenmin wat er dient te geschieden in geval van staking van stemmen (1).

De steller van het ontwerp dient zijn bedoelingen ter zake te preciseren en de ontworpen bepaling op die onderscheiden punten aan te vullen. De steller van het ontwerp mag daarbij niet verzuimen in de Franse tekst de woorden "à la majorité de voix", die in het tweede lid voorkomen, te vervangen door de woorden "à la majorité des voix".

Artikel 16.

Dit artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 16. De kandidaat die niet aan de bij artikel 3 bepaalde vereisten voldoet, wordt ambtshalve heringeschreven op de eerste, in artikel 4, eerste lid, bedoelde lijst, die drie jaar na zijn vorige inschrijving wordt aangelegd".

Artikel 27, derde lid, behoort volgens hetzelfde model te worden gesteld.

(1) Aangezien de evaluatiecommissie, zoals artikel 29 van het ontwerp voorschrijft, uit zes leden bestaat, is de kans dat dit geval zich voordoet in het geheel niet louter theoretisch.

Artikel 18.

In het eerste lid dient men, ter wille van de leesbaarheid van de tekst, een komma te laten volgen op het woord "rijkswachtoverheid".

HOOFDSTUK IV (dat HOOFDSTUK III wordt).

Het opschrift van dit hoofdstuk zou de inhoud ervan beter weergeven indien het als volgt werd gesteld : "Programma en organisatie van de examens en uitreiking van de brevetten".

Artikel 21.Eerste lid.

In de Franse tekst van de eerste zin van het lid, schrijve men "se rapportent" en niet "se rapportant".

Om de tekst duidelijker te maken, verdient het trouwens aanbeveling in de tweede zin van het lid op het woord "informatievergadering" de woorden "bedoeld in artikel 20, eerste lid," te laten volgen. In de Franse tekst van deze tweede zin vervange men de woorden "au candidats" door de woorden "aux candidats".

.../...

Tweede lid.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat het beter is dit lid door de twee volgende leden te vervangen :

"De examens bedoeld in het eerste lid hebben tot doel definitief vast te stellen of de kandidaat geschikt is om een ambt van hoofdonderofficier bij de rijkswacht uit te oefenen. Zij zijn erop gericht na te gaan in hoeverre de kandidaat beschikt over :

- 1° gezond verstand;
- 2° realiteitszin;
- 3° analyse-, synthese- en redeneervermogen;
- 4° vermogen tot argumenteren en overtuigen;
- 5° uitdrukkingsvaardigheid.

Zij worden georganiseerd overeenkomstig de nadere regels bepaald door de commandant van de rijkswacht".

Artikel 22.

Beslissingen van examencommissies worden in principe collegiaal genomen. Het door het onderzochte artikel ingestelde systeem gaat in tegen dat principe doordat de voorzitter en de ondervoorzitter niet aan de stemming deelnemen, maar de bevoegdheid krijgen toegewezen om, alleen handelend, de beslissing van de examencommissie te corrigeren in de in paragraaf 3 bepaalde gevallen, doordat ze de bevoegdheid bezitten in sommige gevallen de uitslag van de kandidaten die aan die voorwaarden voldoen te wijzigen door hun een definitief cijfer toe te kennen.

.../...

Al deze prerogatieven behoren aan de examencommissie te worden teruggegeven, met inbegrip van de bevoegdheid om met bijzondere aandacht een collegiaal onderzoek te wijden aan de gevallen van de kandidaten die voldoen aan de voorwaarden bepaald bij de voornoemde paragraaf 3. Er behoort te worden bepaald dat bij staking van stemmen de voorzitter een doorslaggevende stem bezit.

Krachtens hetzelfde beginsel van collegialiteit, staat het aan de examencommissie en niet alleen aan de voorzitter ervan om te oordelen of er al dan niet bedrog is gepleegd en daaruit de gevolgen te trekken.

Artikel 24.

De tekst van het derde lid wekt de indruk dat de duur van het examen en de mogelijkheid om documentatie in te kijken wisselen naargelang van de onderscheiden kandidaten, wat een onaanvaardbare ongelijke behandeling zou doen ontstaan.

De tekst behoort dienovereenkomstig te worden aangepast. De woorden "de kandidaat kan beschikken" en "de kandidaat een documentatie mag inzien" dienen daartoe te worden vervangen door de woorden "de kandidaten kunnen beschikken" en "de kandidaten documentatie mogen inkijken".

.../...

Artikel 27.Eerste lid.

In de Franse tekst van dit lid dient het woord "examens", om bij de in artikel 21 van het ontwerp gebruikte terminologie te blijven, vervangen te worden door het woord "épreuves". Derhalve vervange men in de Franse tekst tevens de woorden "visés" en "organisés" door de woorden "visées" en "organisées".

Overigens behoren de woorden "qui a été établie" te worden vervangen door de woorden "qui est établie".

Deze opmerkingen gelden tevens voor artikel 34, tweede lid.

Het woord "zittijd" behoort te worden vervangen door het woord "examenperiode". Deze opmerking geldt tevens voor het derde lid. Aan het eind van deze bepaling schrijven men : "... in artikel 4, eerste lid, die is opgemaakt na die ...".

Tweede lid.

Dit lid zou beter als volgt worden gesteld :

"De kandidaat wordt ambtshalve toegelaten tot de studieperiode die voorafgaat aan de examens bedoeld in het eerste lid. Daarbij zijn de artikelen 18 en 19 op hem van toepassing.

.../...

Artikel 28.

Het verdient aanbeveling in het onderzochte artikel, in plaats van te spreken van "geslaagde kandidaat", "betrokkene" en "kandidaat", altijd de uitdrukking "geslaagde kandidaat" te gebruiken.

Paragraaf 2.

1. In het eerste lid dient het woord "voornoemde" te worden vervangen door de woorden "de in paragraaf 1 bedoelde".

2. De gemachtigde officier is het ermee eens dat in het tweede lid de woorden "dat wordt opgesteld overeenkomstig artikel 9, § 1 en § 3 van dit besluit" dienen te worden vervangen door de woorden "waarop de bepalingen van artikel 9, § 1 en § 3 van toepassing zijn".

3. De gemachtigde officier is het ermee eens dat het vierde lid beter als volgt zou worden gesteld :

"De geslaagde kandidaat wiens hoofddirecteur weigert het brevet te hernieuwen, wordt ingeschreven op de eerstvolgende lijst bedoeld in artikel 4, eerste lid, en er wordt opnieuw nagegaan of hij voldoet aan de deelnemingsvereisten bedoeld in artikel 3. Dat onderzoek geschiedt overeenkomstig de bepalingen van afdeling III van hoofd-

.../...

stuk II, met dien verstande evenwel dat het advies dat de eenheidscommandant krachtens het tweede lid van deze paragraaf uitbrengt, in de plaats komt van het met redenen omklede advies van de eenheidscommandant of de met redenen omklede adviezen van de eenheidscommandanten, bedoeld in artikel 8, 2º en 9, § 1. Voldoet de geslaagde kandidaat aan de bij artikel 3 bepaalde deelnemingsvereisten, ... (voorts als in het ontwerp).

Artikel 29.

Paragraaf 1.

Paragraaf 1 is overbodig en dient te vervallen.

Paragraaf 2 (die paragraaf 1 wordt).

Het eerste lid, dat ertoe strekt de regels betreffende de samenstelling van de evaluatiecommissie vast te leggen, laat bepaalde vragen onbeantwoord. Zo wordt verzuimd de eigen bevoegdheden van de ondervoorzitter van de commissie vast te leggen en de duur van het mandaat van alle leden ervan te bepalen. Evenmin wordt vermeld tot welk taalstelsel de secretarissen van de evaluatiecommissie dienen te behoren.

De steller van het ontwerp zou zijn bedoelingen ter zake moeten verduidelijken en het lid op deze onderscheiden punten moeten aanvullen.

.../...

In het eerste lid vervange men het woord "taal-regime" telkens door het woord "taalstelsel". Voorts vervange men de woorden "de grondige kennis heeft" door de woorden "een grondige kennis bezit".

In het tweede lid, 2^o en 3^o, schrijve men de graden "licentiaat-tolk" en "licentiaat-vertaler" telkens met koppelteken.

Artikel 30.

De steller van het ontwerp zou er goed aan doen de ontworpen bepaling zo aan te vullen dat de geslaagde kandidaat bedoeld in artikel 28, § 2, vierde lid, eveneens de mogelijkheid tot wraken wordt geboden waarover de kandidaten beschikken.

De tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

HOOFDSTUK VI (dat HOOFDSTUK V wordt).

Het opschrift van dit hoofdstuk zou zijn volledige inhoud beter weergeven, indien het als volgt wordt gesteld :

"Verzaking, uitstel en verlenging van de studieperiode".

.../...

Artikel 31.

1. In de Franse tekst van het eerste lid vervangen het woord "communication" door het woord "publication", en aan het eind van de eerste zin van dit lid is het beter te schrijven : "... niet deel te nemen aan de lopende selectieprocedure tot de graad van adjudant".

2. Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De in het eerste lid bedoelde verzaking is onvoorwaardelijk en onherroepelijk".

Artikel 32.Paragraaf 1.

1. In het eerste lid dienen de woorden "bij artikel 7 bepaalde" te worden vervangen door de woorden "in artikel 7 bedoelde".

2. Het verband tussen het eerste en het tweede lid is niet duidelijk. Als het de bedoeling van de steller is te bepalen dat de evaluatiecommissie kan beslissen het onderzoek van de in het eerste lid bedoelde aanvraag uit te stellen wanneer zij van oordeel is dat de gegevens waarover zij beschikt het haar niet mogelijk maken zich uit te

.../...

spreken, is de bepaling overbodig. Als echter bedoeld wordt dat in geval van twijfel omtrent de ernst van de aangevoerde reden, het gevraagde uitstel moet worden toegestaan, wordt die bedoeling door het tweede lid, zoals het gesteld is, niet correct weergegeven. De bepaling dient in ieder geval grondig te worden herzien.

Artikel 33.

Paragraaf 1.

De woorden "op grond van de in artikel 32, § 1, vermelde redenen" dienen te worden vervangen door de woorden "om een van de in artikel 32, § 1, eerste lid, vermelde redenen".

Paragraaf 2.

1. De gemachtigde officier is het ermee eens dat het eerste en het tweede lid, gelet op de inhoud van artikel 37 van het ontwerp, eenvoudiger als volgt kunnen worden gesteld :

"§ 2. De kandidaat richt zijn met redenen omklede aanvraag door toedoen van de eenheidscommandant aan de voorzitter van de evaluatiecommissie.

Deze brengt omtrent de aanvraag van de kandidaat een met redenen omkleed advies uit."

.../...

In het derde lid zijn de woorden "bij een ongunstig advies" overbodig en dienen ze bijgevolg te vervallen. Bovendien behoren in fine de woorden "... bij de evaluatie-commissie" te worden toegevoegd.

Artikel 34.

Eerste lid.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de woorden "De keuronderofficier" dienen te worden vervangen door de woorden "De kandidaat".

Overigens verdient het aanbeveling de woorden "die wordt opgesteld na de beslissing van de evaluatiecommissie over het uitstel" te vervangen door de woorden "die wordt aangelegd nadat hem van de beslissing van de evaluatie-commissie kennis is gegeven".

Dit lid zou overigens, gelet op de strekking ervan, beter op zijn plaats zijn in artikel 32 van het ontwerp, waarvan het een nieuwe derde paragraaf zou vormen. De woorden "overeenkomstig artikel 32" die in het onderzochte lid voorkomen, zouden bijgevolg vervangen moeten worden door de woorden "met toepassing van § 2".

Artikel 35.

Hoewel de gemachtigde officier het ermee eens is dat de woorden "Onverminderd de bepalingen van artikel 54, § 2, van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut

.../...

van het personeel van het operationeel korps van de rijks-wacht" als overbodig zouden kunnen vervallen, heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, zich vragen gesteld over de toepasbaarheid van onderdeel 4^o van die paragraaf in geval van een uitstel toegestaan overeenkomstig artikel 32 van het ontworpen besluit of in geval van verlenging van de studieperiode overeenkomstig artikel 33.

Als die wettekst van toepassing is en tot een bevordering met terugwerkende kracht kan leiden, dient dat in de onderzochte bepaling te worden gepreciseerd en behoort te worden geschreven "Onder voorbehoud van artikel 54, § 2, 4^o, van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijks-wacht, ...".

HOOFDSTUK VII.

Dit hoofdstuk, dat maar twee artikelen bevat, zou, gelet op de strekking zelf van die bepalingen, kunnen vervallen :

- 1^o men zou er immers goed aan doen artikel 36 op te nemen in artikel 29 van het ontwerp, waarvan het een nieuwe paragraaf 4 zou vormen;
- 2^o artikel 37, zijnerzijds, zou beter op zijn plaats zijn in hoofdstuk II (dat hoofdstuk I wordt) van het ontwerp, in de vorm van een nieuw artikel 2.

.../...

HOOFDSTUK VIII (dat HOOFDSTUK VI wordt).Artikel 38 (dat artikel 36 wordt).

In onderdeel 1°, in fine, dient de beschrijving te worden gecorrigeerd en behoort te worden geschreven "... gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 mei 1984;".

Artikel 40 (dat artikel 39 wordt).

Volgens de door de gemachtigde officier verstrekte gegevens, ligt het niet in de bedoeling van de stellers van het ontwerp om aan het onderzochte besluit terugwerkende kracht te geven. De woorden "heeft uitwerking met ingang van" dienen bijgevolg te worden vervangen door de woorden "treedt in werking op".

VG.

- 53 -

L. 24.625/9.

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,C. WETTINCK,
P. LIENARDY,conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. M. PAUL, auditeur. La note du bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. X. DELGRANGE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. PAUL, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. X. DELGRANGE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.